

# **Nous ne laisserons pas Bure devenir la nouvelle poubelle nucléaire de l'Europe !**

Ce mercredi 20 juin, le mouvement d'opposition au projet Cigéo à Bure a été frappé par la vague de répression la plus massive que nous ayons jamais connue en plus de 20 ans de lutte. 11 lieux militants, lieux de vie et lieux de travail ont été perquisitionnés, des portes ont été défoncées sans sommation, des militants jetés à terre et menottés, des intimités ont été violées, du matériel et des documents personnels et militants ont été embarqués. 10 personnes de notre mouvement ont été arrêtées. À l'heure où nous écrivons, plusieurs sont encore en garde à vue et nous ne savons pas si elles vont être libérées ou placées en détention.

Militant.e.s membres des associations ou sans-étiquette, investi.e.s de longue date ou ayant récemment fait le choix de s'installer sur le territoire pour y vivre : dans leur diversité, les personnes arrêtées ont en commun un fort engagement contre le projet Cigéo. Parmi elles, on compte également un avocat de la lutte, qui assistait nombre de militant.e.s. Son bureau a été perquisitionné, suite à quoi il a été arrêté : or comme l'ont rappelé 50 de ses confrères, cette arrestation porte atteinte au droit de défendre et d'être défendu. Il s'agit donc d'un acte extrêmement grave.

Les chefs d'accusation qui pèsent sur nos ami.e.s sont insensés, amalgamant pêle-mêle : association de malfaiteurs, violence en réunion, accusation d'avoir "dirigé le black block" au G20 de Hambourg... **Nous savons trop bien à quoi rime ce délire : en réponse aux critiques fondées formulées à l'encontre de Cigéo, à la montée d'une exaspération légitime contre ce projet imposé, les promoteurs du projet n'ont d'autre recours que de saisir n'importe quel prétexte et instrumentaliser des faits isolés pour criminaliser les opposant.e.s. Nous voyons ici se monter sous nos yeux une nouvelle "affaire Tarnac", dont l'objectif est de détourner l'attention des risques réels du projet Cigéo, de construire de toute pièce des suspects et d'affaiblir la lutte. En s'attaquant à des personnes engagées, l'État criminalise celles et ceux qui s'organisent et tente de semer la peur et la division dans les milieux militants.**

En réponse à cette construction politique et policière délirante, nous réaffirmons notre unité et notre solidarité. N'en déplaise aux promoteurs de Cigéo, notre mouvement ne se laissera pas écraser ainsi et nos associations ne plieront pas par peur d'être les prochaines sur la liste.

Nous constatons qu'il n'est pas anodin que ce coup de force survienne précisément maintenant, quelques jours après la plus grande manifestation contre Cigéo survenue à Bar-le-Duc depuis une douzaine d'années, marquant un renouveau du soutien populaire à l'opposition à ce projet qui révèle de jour en jour son infaisabilité. Alors même que des ateliers devaient avoir lieu cette semaine à Bure pour ancrer la mobilisation dans la durée. Si cette mobilisation - qui prend de l'ampleur - gêne, c'est bien que le gouvernement est aux abois ! L'État réprime aujourd'hui ce qu'il a tenté d'étouffer pendant des années.

Il n'est pas anodin non plus que la répression frappe alors que la filière nucléaire est en pleine déconfiture, les failles de Cigéo ne faisant que s'ajouter aux retards de l'EPR de Flamanville et aux difficultés économiques d'EDF, qui poursuit sa fuite en avant et refuse de fermer des réacteurs.

Enfin, cette vague répressive survient alors que le gouvernement, suite à l'expulsion du Bois Lejus et à la vague d'émotion qu'elle a suscitée, a annoncé de nombreuses "consultations" et un débat sur les déchets radioactifs à l'automne. De qui se moque-t-on ? Qui peut prétendre que les conditions du débat sont réunies, alors que des personnes fortement impliquées contre Cigéo sont jetées en garde à vue pendant des jours et blessées dans les manifestations ?

Nous ne nous laisserons pas intimider. Nous appelons toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans cette lutte à dénoncer cette répression et à ne pas être dupes des discours du gouvernement.

***La répression ne nous fera pas taire, nous sommes solidaires !  
Déchets radioactifs : ni à Bure, ni ailleurs. Ne pas enfouir, arrêter d'en produire !  
On ne nous atomisera jamais !***

Communiqué commun - CEDRA 52, EODRA, ACDN, Bure Zone Libre, BureStop55, Réseau "Sortir du nucléaire"- 22 juin 2018

**CONTRE LE NUCLEAIRE ?  
RESISTANCE POPULAIRE !**